



Fédération des Centres
sociaux et Socioculturels
de France [FCSF]

Paris, le 7 octobre 2026

Mobilisation lycéenne : la démocratie ne peut pas répondre à sa jeunesse comme cela

Alors que lycéennes et lycéens manifestaient hier partout en France, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF) appelle les pouvoirs publics à entendre leurs revendications, à garantir leurs libertés et à sortir d'une réponse d'abord sécuritaire à une mobilisation démocratique.

Depuis le 21 septembre, des lycéennes et des lycéens de tout le pays décrivent la même réalité : professeur·e·s absent·e·s et non remplacé·e·s, absence d'infirmière, sanitaires fermés, classes surchargées, bâtiments vétustes et invivables dès les premières chaleurs, journées à rallonge, angoisse de l'orientation. Cette parole vient des lycées des quartiers populaires, où le sentiment de relégation est le plus vif. Elle vient aussi des lycées de centre-ville, des territoires ruraux et même de l'enseignement privé. Elle relève du quotidien des élèves, et elle doit être prise au sérieux.

Le gouvernement invite les lycéennes et les lycéens à s'exprimer dans un « cadre démocratique organisé ». Ce cadre existe déjà, mais il ne fonctionne pas. Les conseils de la vie lycéenne, censés porter la parole des élèves, sont trop souvent cantonnés à un rôle formel. La FCSF le constate depuis longtemps : une instance de participation qui ne produit aucun effet n'est pas un espace démocratique. Elle alimente la défiance. Si les jeunes prennent aujourd'hui la parole dans la rue, c'est d'abord parce qu'ils et elles ne sont pas entendu·e·s ailleurs.

La FCSF condamne le choix d'une réponse d'abord sécuritaire à une mobilisation qui appelle avant tout une réponse politique. Selon Le Monde, plus de 6000 personnes ont été interpellées depuis le début du mouvement, dont 4400 mineur·e·s placé·e·s en garde à vue. Dix enquêtes de l'IGPN ont été ouvertes. La FCSF condamne sans ambiguïté les violences contre les personnes et les dégradations. Elle rappelle que les lycéennes et les lycéens mobilisé·e·s sont les premier·e·s à les rejeter. La sécurité de toutes et tous est une exigence. Elle ne justifie ni l'usage disproportionné de la force, ni le recours massif à la garde à vue pour des mineur·e·s. Réduire ce mouvement à ses débordements, ou le présenter comme manipulé, c'est refuser de reconnaître les jeunes comme des citoyennes et citoyens capables de penser, de s'organiser et de porter leurs propres revendications.

Acteurs de l'éducation populaire, les centres sociaux le vérifient chaque jour : le pouvoir d'agir des jeunes ne se décrète pas, il se cultive. Il grandit là où une parole est prise au sérieux et produit des effets. Une génération qui apprend que se mobiliser mène au commissariat n'apprend pas le respect des règles. Elle apprend que la démocratie n'est pas pour elle.

On déplore depuis des années le désengagement de la jeunesse. La voici engagée, organisée, porteuse de revendications précises. Une société qui demande à sa jeunesse de s'engager lui doit les moyens de le faire : des lycées dignes, des lieux pour se réunir, des acteurs éducatifs disponibles, des politiques de jeunesse qui ne servent pas de variable d'ajustement au prochain budget. Des politiques qui cherchent réellement à lutter contre les inégalités éducatives, en partant des premières et premiers concerné.es, jeunes et familles.

Il y a deux ans, notre réseau s'est engagé dans plusieurs priorités de travail pour transformer la société avec les habitant.es : plus de place pour les jeunes, agir contre les inégalités éducatives, développer le pouvoir d'agir des habitant.es pour changer leurs conditions de vie. Des priorités que les mobilisations lycéennes viennent conforter pour notre réseau, mais qui s'adressent à l'ensemble de la société. Les centres sociaux ont ainsi toute leur place dans cette période : accueillir la parole des jeunes, permettre le débat, accompagner leurs initiatives, faciliter le dialogue avec les institutions.

Ce n'est pas à la jeunesse de retrouver le chemin du cadre démocratique. C'est au cadre démocratique de retrouver le chemin de la jeunesse.

Le Conseil d'administration
de la Fédération des Centres sociaux et
Socioculturels de France